

Revue de presse

Printemps pour l'emploi des jeunes

JEUNES. Deux contrats Parcours emploi compétences signés

Deux jeunes femmes ont signé les premiers contrats Parcours Emploi Compétences Jeunes de l'année dans le pays de Fougères.

Dans le cadre du plan de relance mis en place par l'État, les employeurs du secteur non marchand (collectivités et associations) peuvent bénéficier d'une aide financière lorsqu'ils embauchent un jeune (âgé de moins de 26 ans ou jusqu'à 30 ans inclus pour une personne reconnue travailleur handicapé) en contrat Parcours Emploi Compétences Jeunes (PEC Jeunes).

Deux jeunes femmes, Cassandra Louvet, suivie par Pôle Emploi, et Laura Spagnol, suivie par la Mission Locale de Fougères, ont officiellement signé les deux premiers PEC de l'année, à la sous-préfecture de Fougères-Vitré. Cassandra rejoint ainsi Destination Fougères-Office de tourisme pour un contrat de 9 mois tandis que Laura a été embauchée pour 6 mois par la mairie de Maen Roch, comme agent périscolaire.

Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi

Le sous-préfet, Didier Doré, souligne l'importance de ce dispositif qui s'inscrit également



Le sous-préfet Didier Doré est entouré, à gauche de Thomas Janvier, maire de Maen Roch, Denis Gardan de la Mission Locale et Laura Spagnol, et à droite par Cassandra Louvet, Céline Jardin de Pôle Emploi et Bruno Delamarque de Destination Fougères

dans le plan « un jeune, une solution » et qui permet « de faciliter l'accès des jeunes à l'emploi, de les accompagner et de les former ». « La prise en charge financière opérée par l'État va de 35 % à 80 % du coût de l'emploi ce qui représente une aide significative. Les contrats sont renouvelables dans la limite de 24 mois. 252 contrats PEC sont disponibles pour cette année. Il en reste 250 à pourvoir » précise-t-il avant de rappeler que

Pôle Emploi et la Mission Locale sont les deux entités mandatées pour mettre en relation les jeunes et les employeurs. « Leur implantation territoriale est primordiale pour cette mission » insiste-t-il.

Thomas Janvier, le maire de Maen-Roch, relève la simplicité du processus : « facile, très rapide, souple et efficace. Il faut que les collectivités aient ce réflexe de contacter Pôle Emploi et la Mission Locale en cas de besoin ». Bruno Dela-

marche, le directeur de Destination Fougères, rappelle quant à lui que l'office de tourisme est « rompu à cette pratique de tremplin et attaché à l'accompagnement et à la formation des jeunes ».

Didier Doré signale enfin que si le PEC est réservé aux employeurs du secteur non marchand, il existe également un autre contrat, le CIE (Contrat Initiative Emploi), qui vise les mêmes objectifs et concerne le secteur marchand

Ille-et-Vilaine. Le préfet lance le Printemps pour l'emploi des jeunes

[Ouest-France](#) Laurent LE GOFF. Publié le 19/05/2021 à 12h57

[Écouter](#)

L'État veut stimuler l'embauche des jeunes via des dispositifs d'aides au recrutement comme les Parcours emploi compétences (PEC), réservés au secteur non marchand (associations, collectivités...). Le préfet de Bretagne Emmanuel Berthier en a fait la promotion mardi 18 mai dans une agence Pôle emploi de Rennes.



Le préfet de la région Bretagne, Emmanuel Berthier, avec des jeunes recrutés en contrats aidés par des associations locales. | OUEST-FRANCE

21 000 jeunes sont aujourd'hui inscrits au chômage en Bretagne. « **La situation n'est pas bonne, alors qu'elle était excellente fin 2019, c'est pourquoi nous voulons favoriser leur insertion via des dispositifs d'aides au recrutement** », souligne le préfet de région Emmanuel Berthier. Il note au passage « **la résilience de la Bretagne, qui fait que la situation est « moins pire » qu'ailleurs** ».

En tout cas, il y a un an, quand la crise du Covid a stoppé net l'économie, le nombre de demandeurs d'emploi, tous âges confondus, a fait un bond en Bretagne, passant « **de 137 000 inscrits en catégorie A fin février à 149 000 le trimestre suivant** », rappelle Frédéric Sévignon, directeur régional de Pôle emploi. Et ils sont toujours « **environ 1 000 jeunes de plus qu'il y a un an** » à pointer au chômage aujourd'hui.

Jusqu'à 80 % du salaire payé par l'État

À travers le plan « Un jeune une solution », l'État veut encourager le recrutement des jeunes, via les Parcours emploi compétences (Pec) ouverts aux jeunes de moins de 26 ans (moins de 30 ans pour les personnes souffrant d'un handicap). Ces contrats aidés, réservés au secteur non marchand (associations, collectivités locales...) prévoient la prise en charge par l'État de 35 à 80 % du Smic horaire brut pour une durée de contrat pouvant aller jusqu'à 24 mois. Un effort de 6,5 milliards d'euros au plan national.



Le préfet Emmanuel Berthier et le directeur de Pôle emploi Bretagne, Frédéric Sévignon, ont lancé le « Printemps pour l'emploi des jeunes, mardi 18 mai à l'agence Pôle emploi du Blosne, à Rennes. | OUEST-FRANCE

« **En Bretagne, 3 000 PEC sont prévus en 2021 or à ce jour seulement 1 000 ont été signés** », résume le préfet, venu promouvoir ces dispositifs, mardi 18 mai 2021 à Rennes. À l'agence Pôle emploi de Rennes sud, au Blosne, il a rencontré des jeunes qui bénéficient déjà de ces contrats. Recrutés par des associations comme le Pimms médiation, le Crabe rouge ou encore la Protection civile d'Ille-et-Vilaine, ils ont parlé de leur parcours. « **Je travaillais**

« dans la restauration mais avec la crise j'ai dû me réorienter », explique ce jeune homme qui cherche aujourd'hui sa voie. Mais, son travail d'agent d'information auprès des voyageurs du réseau de bus et métro Star lui plaît. Comme d'autres, il entrevoit un nouvel avenir et a repris confiance en lui. Une première étape vers l'insertion durable.

Le Télégramme

Saint-Brieuc : Béatrice Obara à l'AS Ginglin pour parler du plan de relance gouvernemental



La réunion a convié M. Le Coz (président du club), Mme Obara ainsi que M. Marchand (délégué départemental à la vie associative) et M. Le Hingrat (adjoint au maire dédié à la jeunesse).

Publié le 21 mai 2021 à 18h01

Ce mercredi 19 mai, Béatrice Obara (Secrétaire générale et sous-préfète de la préfecture des Côtes-d'Armor) était en visite dans les locaux de l'AS Ginglin pour évoquer le plan de relance du gouvernement et discuter des possibles applications pour le club.

L'AS Ginglin, dont l'activité extra-sportive est reconnue par l'État (actions citoyennes, aides aux devoirs et à l'emploi pour les jeunes), pourrait bénéficier de l'aide gouvernementale rentrant dans le Volet Cohésion du plan de relance. Avec par exemple la possibilité de création de PEC (Parcours Emploi Compétence) au club d'ici à 2022

La mairie de Peumerit-Quintin signe une convention Parcours emploi compétences pour l'employé communal

Lecture : 1 minute.

Publié le 22 mai 2021 à 16h28

La commune vient d'embaucher un employé communal grâce à une convention Parcours emploi compétences. Particulièrement adapté aux communes rurales, ce type de contrat comprend plusieurs avantages.



De gauche à droite : Pierrick Pustoc'h, adjoint à l'environnement, Laurent Hamon, Yannick Kerlogot, Dominique Laurent, Jean Le Magourou et assise au bureau, Marie-Hélène Bernard.

Vendredi 21 mai, c'est en présence du député Yannick Kerlogot et de la sous-préfète de Guingamp, Dominique Laurent, que Laurent Hamon, directeur de l'agence Pôle emploi de Guingamp, s'est rendu à la mairie de Peumerit-Quintin, où la maire, Marie-Hélène Bernard,

l'attendait pour signer la convention du contrat Parcours emploi compétences (PEC), concernant Benoît Soulabail, employé communal.

80 % du salaire pris en charge par l'État

Ce type de contrat aidé est particulièrement adapté aux communes de zones de grande ruralité, puisque dans ce cas de figure, l'État prend en charge le financement de 80 % du salaire. Pour le bénéficiaire, Benoît Soulabail c'est, à 36 ans, l'occasion de remettre le pied à l'étrier. Il sera encadré par Jean Le Magourou, premier adjoint, pour effectuer les diverses tâches d'entretien du bourg. Le nouvel employé communal pourra bénéficier, sur son temps de travail, d'une formation, qui lui permettra d'envisager son avenir professionnel avec des atouts supplémentaires.

À Bannalec, l'école Notre-Dame engagée dans l'emploi des jeunes

Lecture : 3 minutes.

Publié le 23 mai 2021 à 14h46

Parce que s'insérer dans la vie professionnelle n'est pas toujours facile, le Parcours emploi compétences offre de nombreux dispositifs aux jeunes. À l'instar de Léa Jego qui a pu en profiter à l'école Notre-Dame, à Bannalec.



Léa Jego et sa tutrice, Marine Yvonou, en compagnie d'Estelle Salaun, de la Mission locale, et de Corinne Pérenou, du Pôle emploi, se sont retrouvées à Bannalec. Elles prônent toutes le Parcours emploi compétences comme un bel accompagnement dans la vie active.

Vendredi, à l'école Notre-Dame, Estelle Salaun, de la Mission locale, et Corinne Pérenou, du Pôle emploi Quimperlé, ont valorisé le [Parcours emploi compétences](#) (Pec) avec la directrice, Marine Yvonou, qui emploie la jeune bénéficiaire, Léa Jego.

« Depuis un an, ce plan d'aides gouvernementales à destination des jeunes de moins de 26 ans s'est étoffé de nombreux dispositifs, explique Corrine Pérenou, responsable de l'équipe entreprise. Il a par exemple été renforcé avec le dispositif « 1 jeune 1 solution », qui offre un contrat de travail à temps plein ou partiel, de l'accompagnement, des formations, de quoi apporter de l'expérience au jeune et lui permettre d'enrichir son CV ».

À lire sur le sujet [Jobs d'été : la longue attente des jeunes Bretons](#)

40 à 80 % du salaire pris en charge

Estelle Salaun, chargée de relations entreprises, a présenté Léa Jégo à l'école en 2019 : « L'établissement fait partie des partenaires qui s'engagent auprès des jeunes. Associations, collectivités, mairies, hôpitaux (tout le secteur non marchand) peuvent en bénéficier avec des aides à l'embauche de 40 à 80 % du salaire », précise-t-elle.

Détentriche d'un CAP petite enfance, Léa Jégo, originaire de Groix, a été l'heureuse candidate : « Après plusieurs stages, dont un à l'école, la directrice m'a appelée. Ici, je remplis plusieurs fonctions, celle d'Atsem et de surveillante cantine, récréation et sieste des maternelles. J'adore ce que je fais, j'ai vraiment trouvé ma voie. Grâce au Pec, j'ai eu accès à de nombreuses formations. Je sors grandie de cette expérience et confiante, d'autant que la directrice a cru en moi en me reconduisant une année supplémentaire ».

À lire sur le sujet [Les jeunes accompagnés dans leur orientation professionnelle](#)

Marine Yvonnou, sa tutrice, de témoigner : « Le bilan est très positif. Léa a travaillé en binôme avec l'enseignante, avec de vrais échanges. Juste après son examen, le Pec a été un atout pour lui offrir l'expérience souvent réclamée pour un premier emploi. On aurait aimé la garder, on est en attente, la question est financière. On a déjà lancé un autre Pec avec une jeune, sans formation cette fois, pour l'entretien et le service, afin qu'elle puisse débiter une vie professionnelle ».

Sept jeunes concernés dans le pays de Quimperlé

Corinne Pérenou insiste : « Il y a réellement un budget pour aider les jeunes, une promotion du dispositif est à faire auprès des entreprises. On attend aussi beaucoup du monde associatif. En mars, 326 jeunes n'ayant jamais travaillé étaient inscrits au Pôle emploi, dans le pays de Quimperlé, sachant que tous ne le font pas. Et on passe à 585 si l'on compte ceux ayant fait quelques heures ».

Pour informer les jeunes et les entreprises à propos du dispositif, un webinaire, à destination des jeunes, sera proposé le jeudi 27 mai, à 10 h 30 ; le 4 juin, à 10 h, en présentiel à la Mission locale ; un webinaire pour les employeurs, le 10 juin, à 10 h. « Actuellement, la Mission locale accompagne sept jeunes en Pec dans le pays de Quimperlé », rappelle Estelle Salaun.

Pratique

Pour participer aux webinaraires et à la réunion, contactez Estelle Salaun au tél. 02 98 39 38 03.

Le dispositif « Un jeune une solution » expliqué à des demandeurs d'emploi du secteur de Broons



Les jeunes ont échangé avec Bernard Musset, le sous-préfet de Dinan, et les responsables de la mission locale de Dinan. © Ouest-France

Huit jeunes demandeurs d'emploi du secteur de Broons (Côtes-d'Armor) ont exprimé leurs difficultés pour se rendre à des entretiens, formations... vendredi 21 mai 2021, au cours d'une rencontre avec Bernard Musset, le sous-préfet de Dinan, et les responsables de la mission locale et de l'Office intercommunal des sports de la culture des loisirs.

Vendredi 21 mai 2021, Bernard Musset, le sous-préfet de [Dinan \(Côtes-d'Armor\)](#) et des représentants de la mission locale et de l'OISCL (Office intercommunal des sports de la culture des loisirs), sont venus s'entretenir avec huit jeunes demandeurs d'emploi, pour leur

expliquer les nombreux dispositifs mis en place par le gouvernement dans le cadre du plan [« Un jeune, une solution »](#).

Une centaine de mesures

« Vous êtes encore trop nombreux à méconnaître les mesures du plan de relance, qui comporte une centaine de mesures, qui vont du contrat d'apprentissage à la garantie jeune, permettant de vous faciliter l'entrée dans le monde de l'emploi », a insisté le sous-préfet, Bernard Musset.

« Nous sommes isolés à la campagne »

De leur côté, les huit jeunes domiciliés à Broons et dans les communes alentour ont exprimé leurs grandes difficultés en matière de mobilité pour se rendre à des formations, des stages ou à des entretiens. **« Nous sommes isolés à la campagne, ont-ils rapporté, souvent sans permis car il coûte trop cher et sans possibilité de nous rendre à Dinan par des transports publics ou à vélo. »**

« Nous cherchons activement des solutions pour Broons »

Un constat que ne conteste pas Anne-Sophie Guillemot, la vice-présidente en charge des mobilités et des infrastructures à Dinan agglomération. **« Nous sommes en train de combler les trous dans la raquette dans les 64 communes et pour la mobilité des 100 000 habitants de notre agglomération. Nous sommes preneurs d'idées car nous cherchons activement des solutions pour Broons. Nous travaillons avec les élus, ainsi qu'avec Dinan Agglomération et Lamballe Terre et mer, pour répondre à un appel à projet de nouvelles mobilités durables, baptisé Tenmob, qui devrait à terme grandement faciliter les transports collectifs et circulations douces au sein du territoire. »**

Facilité l'accès au permis de conduire

Yves Moisan, le directeur de la mission locale, a également rappelé que de nombreux dispositifs de financement sont mis en place auprès des jeunes pour leur faciliter l'accès au permis.

La Garantie jeunes se développe en milieu rural

Val-Couesnon — Mercredi, un échange sur la garantie jeunes en milieu rural a eu lieu en présence du sous-préfet de Fougères Vitré, Didier Doré et du maire de Val-Couesnon Emmanuel Houdus.



Le sous-préfet, le maire, Chloé Durocher, conseillère et animatrice et les quatre jeunes. PHOTO : OUEST-FRANCE

Avec la crise sanitaire, les jeunes sont particulièrement touchés par les conséquences économiques et sociales qui en découlent. C'est pourquoi, un dispositif renforcé a été mis en place pour les 16 à 25 ans.

Le sous-préfet de Fougères-Vitré, Didier Doré, est venu mercredi à la rencontre de ces jeunes, accompagnés dans le cadre de la garantie jeunes, par la Mission locale du pays de Fougères.

« Cette garantie jeunes, une idée née pendant le Covid, est aujourd'hui en phase d'ouverture, en tête de l'État, a expliqué le sous-préfet. Concernant la formation, la recherche d'emploi, la mobilité, ce sont les jeunes qui sont le plus touchés. »

Plus de 200 jeunes en pays de Fougères

Ce dispositif accompagne ceux qui sont le plus en difficulté, vers l'emploi, pendant 9 à 18 mois. Ils sont rémunérés un peu moins de 500 € par mois.

Plus de 200 jeunes du pays de Fougères sont concernés, et 200 000 au



Les jeunes bénéficiant du dispositif garantie jeunes. PHOTO : OUEST-FRANCE

plan national en 2021. Un tiers d'entre eux trouvent un emploi avant la fin du dispositif.

En milieu rural, il est parfois difficile d'avoir accès à tous les services, d'où une délocalisation ponctuelle de la Mission locale, qui va se poursuivre. « Nous irons à Louvigné-du-Désert, par exemple », intervient Denis Gardan, le directeur de la Mission locale du pays de Fougères. Un passage à Bazouges-la-Pérouse est également dans les tuyaux.

Les jeunes qui ont commencé le 4 mai, ont évoqué leur avenir.

Alexandra, par exemple, a émi le souhait de travailler dans le service à la personne, à l'ADMR. Elle a fait un stage en centre hospitalier.

Pierre-Henri, lui, veut se tourner

vers l'apprentissage et se dirige vers la restauration.

Timo veut devenir plaquiste. Il a déjà un CAP en poche. Alan a choisi d'être peintre en bâtiment : « La Mission locale nous soutient pour établir un bilan de nos compétences. Mais elle ne s'immisce pas trop pour que nous fassions par nous-mêmes afin de prendre confiance en nous. »

La Garantie jeunes, qu'est-ce que c'est ?

La Garantie jeunes (ou accompagnement pour trouver un emploi) est un dispositif lancé par l'État pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes et développer leur autonomie. Elle est réservée aux personnes ayant au moins 16 ans et 25 ans au plus. Il

Qu'est-ce que la garantie jeunes ? C'est un droit ouvert aux jeunes pour faciliter leur insertion dans l'emploi et développer leur autonomie.

Contact : Rachel Berthier au 07 87 61 26 98 (rberthier@mif.bzh) ou au 02 30 27 01 60 (ml-fougères.com).

s'agit d'un engagement signé pour un an qui peut être prolongé de six mois maximum.

Des conditions d'exigibilité et des critères sont nécessaires pour bénéficier de ce dispositif.

Saint-Marc-le-Blanc

Une nouvelle identité visuelle pour la commune



Gaëlle Gauton présente le nouveau logo. PHOTO : OUEST-FRANCE

La commune vient de se doter d'un nouveau logo.

« Nous l'avons souhaité plus moderne, mais sans oublier l'histoire et le patrimoine des communes historiques », commente Gaëlle Gauton, adjointe à la communication. Le nouveau logo sera en tête de des courriers, des prospectus associatifs, du bulletin municipal, les véhicules de service et sur la page Facebook de la ville. Ce résultat est le fruit de plusieurs mois de travail, de la commission communication, composée de huit personnes et du maire, Olivier Gaigne.

Bien sûr, il a une signification. « Nous avons évidemment le M de Marc ainsi que le B de Baillé mais

aussi de Blanc, rappelle l'adjointe. Le M peut aussi faire penser à un pont virtuel qui pourrait signifier le passage entre nos deux communes. »

Le liséré vert représente le bocage, préservé lors du plan d'aménagement des terrains, avec notamment des chemins de randonnées. La pointe rouge ressemble à un pétale de rose. « C'est un clin d'œil aux rosiers (rue des Rosiers) de Baillé. » Le carré ocre représente le granit. « L'école Le Picaou est l'emblème même de l'histoire du granit à Saint-Marc-le-Blanc. », termine l'adjointe.

Contact : Gaëlle Gauton, adjointe à la communication, Saint-Marc-le-Blanc gaellegauton.stmarc@orange.fr

Louvigné-du-Désert

Le retour de la musique à Fête votre marché



Saint-Hilaire-des-Landes

Les écoliers solidaires des Foulées de l'espoir



Bazouges-la-Pérouse

Le concours de pêche à la mouche est annulé



Elles ont retrouvé l'emploi avec un contrat aidé

Avec le plan de relance du gouvernement, des contrats aidés permettant le retour à l'emploi de jeunes ont été remis en lumière. Victoria et Arzelene ont notamment pu en bénéficier avec succès.

« J'ai fait un parcours dans l'hôtellerie et je voulais faire des études d'aide-soignante. J'ai sauté sur l'opportunité. » Victoria a 20 ans et a démarré, il y a tout juste plus de quinze jours, un contrat de six mois au sein de la maison de retraite Marcel Dehoux de Bais, près de La Guerche-de-Bretagne, en tant qu'agent hospitalier. Et elle est ravie. « Je fais des soins, des couchés, de l'aide à la personne... Et je ferai des études derrière. »

Et c'est bien là tout l'enjeu du contrat PEC (parcours emploi compétences) qu'elle vient de signer.

Déjà existant, mais remis en lumière dans le cadre du plan de relance du gouvernement avec la crise sanitaire, cet outil permet aux employeurs du secteur non-marchand d'embaucher un jeune âgé de moins de 26 ans, éloigné de l'emploi, et de bénéficier d'une aide financière comprise entre 35 % et 80 % du Smic horaire brut pour une durée de contrat pouvant aller jusqu'à 24 mois.

« Permettre l'accès à l'emploi direct »

« Les contrats PEC doivent permettre l'accès, notamment des jeunes, à l'emploi direct », souligne Didier Doré, sous-préfet de l'arrondissement Fougères-Vitré. C'est justement ce qu'il s'est passé pour Arzelene, qui arrive au bout du processus.

Grâce à la mission locale du pays de Vitré, elle a été mise en relation avec une école vitréenne pour travailler comme agent de service.

Deux ans plus tard, elle est épaulée et pourrait même signer un CDI au sein de l'école à la rentrée de septembre. « J'étais dans l'industrie et j'ai passé un entretien chez O2 services mais je n'ai jamais pu commencer en raison d'un souci de voiture, explique-t-elle. La mission locale m'a alors contactée pour passer un entretien dans cette école. J'ai commencé il y a deux ans. » Si elle fait de



Dominique Le Van Suu, directeur de l'Ehpad de Bais, Victoria, qui vient d'intégrer la structure, Didier Doré, sous-préfet de l'arrondissement Fougères-Vitré et Arzelene, qui bénéficie du contrat PEC depuis deux ans.

PHOTO : OUEST-FRANCE

la surveillance le midi et de l'entretien des locaux, elle a aussi pu découvrir le métier d'Atsem (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles), deux jours par semaine, avant celui d'AESH (Accompagnement des élèves en situation de handicap), grâce à du tutorat interne, au sein de l'établissement. Ce deuxième métier lui plaît beaucoup. « Je passe deux matinées par semaine en classe avec une AESH. »

Encore de nombreuses possibilités de contrats

Une véritable fierté pour la Mission locale qui accompagne Arzelene

dans ses projets depuis une dizaine d'années.

Les associations et collectivités, notamment, peuvent bénéficier de ces contrats aidés de 20 h minimum par semaine. Les portes d'entrées, pour se renseigner, sont Pôle emploi, la Mission locale ou encore CAP emploi. « Nous avons une possibilité de 252 contrats dans l'arrondissement Fougères-Vitré et 25 ont été signés, indique Didier Doré.

Le même type de contrat aidé existe pour les employeurs du secteur marchand. Au total, 42 contrats ont été signés sur 103 possibles. « Soit 355 emplois qui peuvent être aidés

et financés pour aider la relance de l'emploi. »

Des leviers qu'il ne faut pas négliger alors que la crise sanitaire a été difficile pour beaucoup de jeunes. « Nous avons constaté de grandes fragilités sociales et psychologiques et vu une chute de l'emploi marchand. On a aussi constaté une explosion du nombre de jeunes accueillis dans la structure, avec + 60 % au plus fort, souligne Bruno Maisonneuve, directeur de la Mission locale du pays de Vitré. L'alternance est donc un vrai levier et les contrats aidés aussi. »

Donovan GOUGEON.

L'Aurore termine 4^e du championnat de N1

Alors que le clap de fin vient de tomber, les basketteurs de l'Aurore se classent 4^e de leur poule de Nationale 1. Un excellent résultat.



Quatrième de leur poule, les basketteurs de l'Aurore ont réussi leur saison.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Si l'Aurore de Vitré a terminé son championnat depuis le 13 avril, c'était loin d'être le cas de nombreuses équipes qui comptaient des matchs en retard.

Mais maintenant, on peut le dire, le championnat est bien terminé et les basketteurs connaissent leur classement final : « L'équipe se classe 4^e avec 17 victoires et 9 défaites. Il s'agit du meilleur classement de l'AVBB depuis sa création, observe Gilda Francquemborgue, la présidente. Cette réussite est le fruit de beaucoup de travail. Les joueurs ont fait part d'un bel état d'esprit. Je tiens à tous les féliciter ainsi que le coach, et l'ensemble du staff technique et médical pour ce très bon résultat. »

Arrivée d'un coordinateur technique le 1^{er} juin

Malgré une dernière intersaison difficile et mouvementée, l'équipe a rempli son objectif de terminer dans le top 5 : « Les choix n'ont pas été sim-

ples à faire mais ils étaient réfléchis et on les a assumés. Au final, le club savoure cette belle 4^e place et on pense aussi à tous les supporters, bénévoles et bienfaiteurs qui nous ont soutenus durant cette saison particulière. Ils ont été présents durant toute la saison pour suivre l'équipe qui a apprécié leurs messages d'encouragement », ajoute Gilda Francquemborgue, déjà les yeux tournés vers l'avenir : « On espère tous se revoir prochainement à la Poultière pour vivre de nouveaux grands moments et offrir un spectacle de qualité à tous les supporters. Julien fait le maximum pour constituer une équipe qui sera à nouveau compétitive et ambitieuse. »

La présidente annonce aussi de nouvelles signatures dans les jours à venir et l'arrivée d'un coordinateur technique le 1^{er} juin. L'Union Tours basket métropole qui s'est classée première de la poule A accède en Pro B.

S'informer sur le Parcours Emploi Compétences ce mardi

Lecture : 1 minute.



Une réunion d'information pour les publics de Haute-Cornouaille souhaitant s'informer sur les nouveaux contrats Parcours Emploi Compétences (PEC) est proposée mardi 1er juin, à la CCHC, au 6, rue de Morlaix. (VIVIANE LE MENN)

Dans le cadre de l'animation du réseau des partenaires de l'emploi et de l'information sur la Haute-Cornouaille, Pôle Emploi organise une réunion d'information pour les publics souhaitant s'informer sur les nouveaux contrats Parcours Emploi Compétences (PEC), mardi 1er juin, de 14 h à 16 h, au siège de la communauté de communes au 6, rue de Morlaix.

Les objectifs et avantages expliqués

Virginie Fusaro, du service Entreprise de Pôle Emploi expliquera aux demandeurs d'emploi les objectifs et avantages du contrat PEC. Il comprend une expérience professionnelle, une formation et un accompagnement par un tuteur dans l'entreprise, et un référent du service public de l'emploi. Tous les employeurs du secteur non-marchand (collectivités, associations, autres personnes morales de droit public ou privé à but non lucratif,...) y sont invités.

Renseignements complémentaires auprès du service entreprise du Pôle Emploi de Carhaix (entreprise.bre0046@pole-emploi.fr) ou du service économique de la communauté de communes au 02 98 73 25 36.

Alan Rio intègre les services techniques grâce à un Parcours emploi compétences

Lecture : 1 minute.

Depuis lundi, Alan Rio est salarié aux services techniques de Rostrenen en tant qu'agent des espaces verts. Le jeune homme bénéficie d'un contrat PEC, qui facilite la formation et l'accompagnement.



Alan Rio (deuxième à droite), entouré de responsables municipaux et de sa conseillère à Pôle Emploi.

Depuis lundi matin, les services techniques accueillent un nouveau salarié. Alan Rio, 25 ans, de Plélauff, titulaire d'un bac pro « Aménagement paysager » et précédemment en poste à Laniscat, est affecté aux espaces verts et à la propreté urbaine.

Contrat pris en charge à 80 % par l'État

Lundi à la mairie, en présence de Guillaume Robic, maire, d'Ingrid Jégado, responsable des ressources humaines, de Philippe Lemaire, responsables des services techniques, et de Mégane Camus, conseillère Pôle Emploi, Alan Rio a signé un à temps complet en [Parcours emploi compétences](#) (PEC), contrat qui permet à la commune de bénéficier d'un taux de prise en charge de 80 % par l'État.

Emploi, formation et accompagnement

Pour le salarié, le PEC, qui repose sur le triptyque emploi, formation, accompagnement, permet de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public à l'emploi.

Le contrat aidé de Sandra est un nouveau départ

Dans le cadre du dispositif « Un jeune une solution », avec un parcours emploi compétences (PEC), au collège Sacré-Cœur, à Lamballe-Armor, Sandra Leroy concrétise un projet professionnel.

Sandra Leroy a travaillé vingt ans en usine. À cause d'un problème de santé, « il a fallu me réorienter », explique-t-elle. À 39 ans, la Costarmoricaine, reconnue travailleuse handicapée (RQTH), a signé, le 16 mars, son contrat de travail avec l'Ogec de Lamballe, qui gère trois établissements dans la ville : une école, un collège et un lycée catholiques.

Au collège Sacré-Cœur, où sont scolarisés 860 élèves, elle fait partie du personnel d'éducation.

Son contrat de onze mois est en fait une convention signée avec son employeur et Pôle emploi. C'est un contrat aidé, un parcours emploi compétences (PEC). Ce PEC, déjà existant pour le secteur non marchand, a été relancé par le dispositif « Un jeune une solution », du volet « cohésion », financé par le plan de relance du gouvernement. L'enjeu : faire face à l'un des défis de la crise sanitaire, l'insertion professionnelle des moins de 26 ans éloignés de l'emploi et des travailleurs handicapés.

Mise en situation professionnelle

Dans les Côtes-d'Armor, « l'objectif en 2021 est de signer 586 contrats aidés pour les jeunes », indique Béatrice Obara, secrétaire général de la préfecture, en visite mercredi, au collège Sacré-Cœur, pour promouvoir le dispositif.

« La finalité du PEC est de permettre un parcours adapté aux besoins de la personne à un instant T. Il peut se poursuivre par un contrat à durée indéterminée dans la même structure mais ce n'est pas une obligation. »

Au collège Sacré-Cœur, Sandra Leroy a commencé par un stage de huit jours. Cette période de mise en situation professionnelle permet de s'assurer « que l'environnement de



Yann Barbotin, directeur du collège Sacré-Cœur, à Lamballe ; Sandra Leroy, salariée en contrat aidé dans un poste de personnel d'éducation, et Béatrice Obara, secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor.

PHOTO : OUEST-FRANCE

travail est adapté et que le projet de la personne correspond », indique Florence Jézéquel, directrice de Cap Emploi, qui accompagne les travailleurs reconnus handicapés vers l'emploi.

Salariée de l'Ogec de Lamballe jusqu'en février 2022, Sandra Leroy est chargée d'assurer la surveillance des élèves dans la cour, en salle d'étude, au self.

Elle réalise quelques tâches à la vie scolaire, confiées par sa tutrice Fabienne Monmarché. « C'est un métier de contact. Il faut être capable de s'adapter et savoir se faire respecter », précise cette dernière.

« On recherche des qualités humaines, ce n'est pas un métier facile », remarque Yann Barbotin, directeur du collège, où 30 % des salariés sont en contrat aidé, cinq en parcours emploi compétences.

70 heures de formation pour monter en compétences

« Ces contrats sont intéressants : pendant près d'un an cela permet de se faire au métier. » À un coût supportable pour un établissement scolaire : l'aide accordée par l'État à l'employeur peut aller jusqu'à 65 % pour un PEC conclu avec un jeune de moins de 26 ans ou un travailleur han-

dicapé de moins de 30 ans.

Comme la plupart des personnes accompagnées par Cap emploi, en reconversion, Sandra Leroy repart de zéro dans une nouvelle fonction. Mais elle va se former : 70 heures de formation sur mesure sont prévues dans la convention. « L'objectif est que le salarié puisse monter en compétences », souligne Béatrice Obara.

Pour ce qu'elle en connaît jusqu'à présent, son nouveau métier plaît à Sandra Leroy. « Les élèves nous apprennent beaucoup. Je suis contente d'être là. »

Géraldine BRÉMAND.

L'e

Éric hier

Le gr par l Panc l'artic cont dont l'Ass « C un sab « l' mer l'ex dev gre nié bai des aut c'e mi sig sal la ga les de

Ér cc M « l rc l'a q d



PRÉFET DU MORBIHAN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'Agenda médiatique

de la semaine n° 21 du 24 au 30 mai 2021

Date	Lieu	Événement	Intervenants
Mercredi 26 mai à 9h30	Camors Mairie Place de la Liberté	Signature du Plan Communal de Sauvegarde	Pierre Clavreuil, sous-préfet de Lorient
Mercredi 26 mai à 9h30	Séné Agence Pôle Emploi 17, Route de Nantes	Dans le cadre du plan #1jeune1solution Parcours Emploi Compétence Job dating avec des employeurs associatifs du secteur des services à domicile recrutant des Contrats d'Accompagnement à l'Emploi	Guillaume Quenet, secrétaire général de la préfecture
Mercredi 26 mai à 11h30	Baud Piscine municipale de Baud Place du Champ de Foire	Dans le cadre du plan #1jeune1solution Parcours Emploi Compétence Signature d'un Contrat d'Accompagnement à l'Emploi entre la collectivité et une jeune	Patrick Vautier, sous-préfet de Pontivy
Mercredi 26 mai à 14h	Auray Centre AFPA d'Auray Saint Goustan 12, Rue de la Promenade de Stanguy	Dans le cadre du plan #1jeune1solution Parcours Emploi Compétence Présentation des métiers du nautisme	Pierre Clavreuil, sous-préfet de Lorient
Jeudi 27 mai à 10h	Vannes Plateau de la Garenne	Remise des prix départementaux du Concours National de la Résistance et de la Déportation	Arnaud Guinier, directeur de Cabinet
Jeudi 27 mai à 11h	Vannes Plateau de la Garenne	Journée nationale de la résistance	Arnaud Guinier, directeur de Cabinet
Jeudi 27 mai à 11h30	Lorient Place Glotin	Journée nationale de la résistance	Pierre Clavreuil, sous-préfet de Lorient